



Déclaration de la FSU12
au CDEN du 18 février 2016



Aujourd'hui, nous faisons le constat de la dégradation du dialogue social dans notre pays et du bien mauvais signal donné par l'arrestation au petit matin de salariés d'Air France coupables de défendre leur emploi et conduits au désespoir par leur direction au service exclusif des actionnaires.

C'est avec effroi et colère que nous avons aussi appris la condamnation à de la prison ferme des syndicalistes de Goodyear. Ils n'avaient pas détourné d'argent public, ils n'avaient pas organisé d'évasion fiscale mais avaient tout simplement défendu des centaines d'emplois et leurs camarades de travail en grande souffrance. Nous notons que l'entreprise Goodyear et ses cadres avaient retiré leurs plaintes initiales et que c'est le Parquet, c'est-à-dire le gouvernement qui a maintenu les poursuites et obtenu cette condamnation.

Avec la constitutionnalisation de l'état d'urgence qui peut permettre d'interdire à tout moment n'importe quelle manifestation ou de surveiller sans limite ceux que l'administration juge comme pouvant constituer une menace à l'ordre public, l'organisation syndicale que nous représentons ne peut que s'inquiéter et dénoncer ce qui apparaît de plus en plus clairement comme une volonté de bâillonner la démocratie sociale.

Lorsque l'on sert un maître non élu, la finance, on ne peut s'attendre à ce que la démocratie y trouve son compte.

Le débat nauséabond sur la déchéance de nationalité, recyclant les propositions de l'extrême-droite tout en faisant mine de la combattre, participe aujourd'hui à la division de la société.

Sur tous ces sujets, la FSU réitère son attachement aux valeurs et aux idéaux républicains et démocratiques : non à la répression syndicale, non à l'état d'urgence à durée indéterminée, non à la déchéance de la nationalité.

Et la FSU alerte sur la déconnexion de plus en plus grande entre France d'en haut et France d'en bas, comme disait un ancien premier ministre, qui fait le lit des pensées et des actions anti-démocratiques, que ce soit l'extrême droite ou les théories de moins en moins cachées des tenants d'un gouvernement des experts et des cabinets technocratiques contre une population qui ne peut savoir ce qui est bon pour elle.

On a l'illustration de ce dernier phénomène avec l'entêtement ministériel au sujet d'une réforme du collège jamais négociée et qui rencontre l'opposition d'une majorité de collègues et de plus en plus de parents.

De l'appauvrissement disciplinaire à la mise en cause du cadre national et de l'égalité entre les élèves en passant par la mise en concurrence des matières entre elles, la suppression d'options et de dispositifs ayant fait leur preuve, la

mise en place de dispositifs tels l'Aide Personnalisée ayant à l'inverse fait la preuve de leur inefficacité au lycée, c'est toute la profession qui mesure l'ampleur des dégâts et qui le 26 janvier a fait massivement grève au collège.

La FSU continue, avec l'intersyndicale représentant 85 % des personnels, de demander le retrait de la réforme et l'ouverture de négociations pour une autre réforme.

Dans cette période de crise économique et sociale et de montée des inégalités, l'Ecole avec ses enseignant-es constituent un rempart incontournable à la relégation des plus fragilisés-es et à la montée de tous les obscurantismes. Plus que jamais notre pays a besoin d'école.

La question des moyens n'a rien d'anecdotique. Et aujourd'hui la priorité au primaire ne se traduit pas dans les écoles.

Dans notre département, la signature du protocole sur la carte scolaire pluriannuelle le mois dernier dessine une tendance lourde qui, sous couvert d'améliorer la qualité de l'enseignement dispensé dans les écoles rurales cache l'urgence de restreindre les dépenses scolaires, pour l'Etat, en augmentant les charges pour les collectivités territoriales.

Pour le SNUipp-FSU et la FSU, ces choix, loin de faire la preuve de leur efficacité économique désorganisent durablement les départements ruraux, provoquent une concurrence entre les territoires et installent dangereusement le sentiment d'abandon. Nous disions France d'en haut et France d'en bas, voici donc maintenant « élèves des villes et élèves des champs ».

Avant toute fermeture de service public, il faudrait que les gouvernants s'obligent à comptabiliser les économies réelles qu'ils croient réaliser à court ou à long terme et qu'ils les comparent aux effets délétères que leurs décisions provoquent dans les têtes et sur les territoires, en prenant la mesure des enjeux de l'éducation et de la cohésion de la société.

D'autre part, nous continuons à affirmer que la réforme des rythmes ne constitue pas une réponse à la difficulté scolaire. Celle-ci ne fait qu'accentuer la dégradation des conditions de travail des enseignant-es et renforcer les inégalités territoriales. Quand elle ne génère pas des conflits entre enseignants, élus et parents.

La dotation en poste pour notre académie est très insuffisante. Le compte est loin d'être bon pour notre département de l'Aveyron qui, rentrée après rentrée, voit se dégrader chaque fois davantage les conditions de scolarisation des élèves et les conditions de travail des enseignant-es.

Même si les mesures présentées tentent de respecter l'équité entre les écoles, nous sentons bien toutes les limites de l'exercice. La gestion comptable tourne à vide. Avec la FSU, nous voulons faire vivre l'école publique, celle de la réussite de toutes et tous donnant à ses personnels les moyens de travailler dans de bonnes conditions.